



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Agriculture, information et planification

Monsieur Robert Badouin

Abstract

The rapid evolution of the agricultural sector, the deep changes of its structures and its environment make information more and more necessary.¹

The rôle of information remains however limited, not only because of its present deficiency but also because the certainty it gives to the farmer is dissatisfactory.

Economic planning, through its engaging character, seems to correspond better to the needs of the farmers; they should participate in the drawing up of the Plan.

Résumé

L'évolution rapide du secteur agricole, les profondes modifications des structures et du milieu, rendent l'information de plus en plus nécessaire. Cependant, le rôle de l'information reste limité, non seulement à cause de ses lacunes actuelles, mais aussi par le peu de certitude qu'elle donne à l'agriculteur.

La planification, par son caractère d'engagement, semble mieux répondre aux besoins des agriculteurs ; ceux-ci devraient participer à l'élaboration du Plan.

Citer ce document / Cite this document :

Badouin Robert. Agriculture, information et planification. In: Économie rurale. N°69, 1966. pp. 73-79;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1966.1950>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1966_num_69_1_1950

Fichier pdf généré le 08/05/2018

AGRICULTURE, INFORMATION ET PLANIFICATION

par Robert BADOUIN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Montpellier

L'évolution rapide du secteur agricole, les profondes modifications des structures et du milieu, rendent l'information de plus en plus nécessaire. Cependant, le rôle de l'information reste limité, non seulement à cause de ses lacunes actuelles, mais aussi par le peu de certitude qu'elle donne à l'agriculteur.

La planification, par son caractère d'engagement, semble mieux répondre aux besoins des agriculteurs ; ceux-ci devraient participer à l'élaboration du Plan.

AGRICULTURE, INFORMATION AND ECONOMIC

The rapid evolution of the agricultural sector, the deep changes of its structures and its environment make information more and more necessary.

The rôle of information remains however limited, not only because of its present deficiency but also because the certainty it gives to the farmer is dissatisfactory.

Economic planning, through its engaging character, seems to correspond better to the needs of the farmers; they should participate in the drawing up of the Plan.

A l'issue des précédents exposés et des débats auxquels ils donnèrent lieu, il semble possible d'émettre un certain nombre de propositions.

L'utilité d'informations nombreuses et de bonne qualité

L'unanimité s'est faite pour reconnaître l'utilité d'informations nombreuses et de bonne qualité. La profession, les individus, les pouvoirs publics, y sont, à des titres divers, intéressés.

La nécessité pour les agriculteurs de s'assurer un courant d'informations correctes s'alimente à de nombreuses sources.

L'intégration économique

En premier lieu, l'autonomie dont bénéficiait l'agriculture lorsqu'elle se composait d'unités plus ou moins autarciques, a fait place à une forte intégration de l'ensemble du secteur. Inséré dans de multiples réseaux d'interdépendance économique, l'agriculteur ne peut pas demeurer étranger à ce qui se trame autour de lui. L'époque n'est plus où le paysan mourait comme il était né, accomplissant sous un même ciel des gestes séculaires que rythmait, dans un cadre aussi immuable que son propre comportement, le retour des saisons. A la dé-

pendance à l'égard des forces physiques a succédé une dépendance vis-à-vis des mécanismes économiques. L'intégration technique devait forcément entraîner l'intégration économique.

Ayant perdu son autonomie, l'agriculteur doit s'efforcer de s'adapter aux contraintes économiques qui l'entourent et tirer le meilleur parti possible des événements et des évolutions. Pour cela, il doit être informé des occasions qui s'offrent à lui, des possibilités inscrites dans les modifications de marché, de la place que vient à occuper l'activité agricole dans l'ensemble de l'économie. Grâce à une compréhension générale des forces économiques qui commandent au développement, l'agriculteur n'a pas le sentiment de demeurer extérieur à une évolution assez contraignante.

Evolution des structures

En second lieu, on constate que le secteur agricole est le siège de transformations profondes et rapides. Contrairement à ce qui a été longtemps affirmé, l'agriculture n'est rien moins que le monde de la stabilité. L'incidence du progrès technique y est plus forte et plus variée qu'ailleurs. Les structures démographiques y subissent des mutations spectaculaires. Les structures agraires elles-mêmes se modifient profondément. L'espace rural change de caractère. Les relations entre les villes et les campagnes prennent des aspects inédits. Il serait

regrettable, dans ces conditions, que les structures mentales du monde agricole n'enregistrent point certains changements. Il serait inutile de vouloir s'opposer à ces évolutions en adoptant une attitude de refus ou de raideur. M. Pierre Massé écrit avec pertinence : « Même si l'homme reste en place, les choses changent autour de lui ». On ne saurait mieux définir la vanité d'une attitude conservatrice.

L'évolution sociale

En troisième lieu, certaines valeurs, auxquelles le monde agricole est traditionnellement attaché, ont changé de contenu. Le monde rural est épris de

liberté. Autrefois cette liberté s'identifiait à l'autonomie de l'exploitation agricole. Cette autonomie ne peut fournir aujourd'hui qu'une liberté dérisoire. Si l'on admet avec Alfred Sauvy qu'être libre c'est être informé, l'agriculteur doit chercher dans cette direction les conditions de sa liberté.

Celle-ci s'acquiert notamment par une participation active à la vie sociale, demandant, au préalable, une compréhension des forces qui déterminent les nouvelles formes de la vie en société. Cette compréhension suppose elle-même une information étendue. Pour ne pas demeurer en dehors de l'évolution sociale, l'agriculteur doit consentir à cet effort d'information.

IMPORTANCE DE L'INFORMATION POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Par contre, des notes discordantes se sont manifestées, quant à l'importance de l'information pour la croissance économique.

Un rôle primordial...

Un courant d'opinion, représenté notamment par le Père Russo et le Professeur Malassis, lui attribue un rôle primordial. Le premier indique qu'à la suite d'un séjour au Burundi, il a acquis la conviction que l'information était la clé du développement. Le propos est surprenant. En caricaturant un peu, on pourrait croire qu'il suffit d'abonner au « Monde » chacune des paillottes du Burundi pour que la croissance y soit assurée. Honnêtement nous devons avouer qu'un séjour prolongé en Afrique nous conduit à formuler un diagnostic fort différent.

Le Professeur Malassis a soutenu une proposition identique pour les pays évolués. L'appréciation est ici plus nuancée. Dans la mesure où les fondements du développement sont présents, on peut admettre que la diffusion de l'information affecte, dans une certaine mesure, le rythme du progrès économique.

... ou un élément second ?

Pour un autre courant d'opinion, représenté surtout par M. Le Bihan, l'information ne saurait être qu'un élément second. Son efficacité est liée à la réceptivité d'individus possédant une formation non seulement agronomique, mais aussi économique.

Il est vain de présenter l'information comme une sorte de panacée capable de remédier à l'ensemble des insatisfactions qu'éprouve le monde agricole. L'agriculture ne vivra pas de formules ou d'organigrammes, l'information peut même avoir quelques aspects négatifs. La propagation d'une information peut être à l'origine de déséquilibres économiques,

dans la mesure où elle substitue un comportement de masse à des réactions plus individualisées basées sur des sentiments plus ou moins personnels. Elle peut également accentuer le sentiment de frustration dont témoignent de temps à autre les milieux agricoles.

... ou simplement une matière première ?

L'information n'est qu'une matière première qu'il faut prolonger par une interprétation, replacer dans une perspective, apprécier par un effort d'analyse, soumettre à un effort de jugement. Il n'en est pas moins vrai qu'une collecte continue d'informations facilite l'élaboration des problématiques, aide à dessiner les évolutions, facilite l'affinement du jugement, favorise la mise en œuvre de formules d'actions cohérentes.

Pourquoi en serait-il autrement pour les agriculteurs ? Ils ont eux-mêmes ressenti le besoin d'une information plus systématique, pour parvenir à une meilleure gestion de leur exploitation aussi bien qu'à une compréhension plus correcte du monde dans lequel ils évoluent.

Cet effort d'information, destiné à atténuer les incertitudes du monde rural, peut être entrepris à plusieurs niveaux. Il peut être le fait des agriculteurs eux-mêmes, de leurs associations ou de leurs groupements. Il appartient aussi aux pouvoirs publics d'encourager la diffusion de l'information. Dans la mesure où la planification vise à dissiper l'imprécision de certains phénomènes ou de certaines politiques, la pratique du plan ne correspond pas à une technique privilégiée d'information, tout au moins dans les pays où cette planification prend un caractère indicatif.

Il paraît exagéré de faire de l'information l'élément moteur du développement.

LES LACUNES DE L'INFORMATION

Sur ce point, les participants au colloque sont à nouveau tombés d'accord.

Insuffisance

Deux problèmes doivent être signalés. Le premier a trait à l'insuffisance de la documentation statistique et à son imperfection. Malgré les efforts des services du Ministère de l'Agriculture dont M. Théodore a présenté les travaux et auxquels le Professeur Milhau a rendu hommage, la plupart des statistiques agricoles comportent une grande marge d'incertitude. Il en est ainsi pour des éléments dont l'observation quantitative est simple. A plus forte raison, la statistique est-elle très imprécise dès qu'interviennent des éléments de structure dans un milieu resté très hétérogène.

Inorganisation

Le second problème est relatif à la disponibilité des informations. Dans la plupart des cas, l'information recherchée existe, mais l'utilisateur ne sait pas toujours où la trouver. Bien des pertes de temps pourraient être épargnées si la centralisation des renseignements concernant le monde agricole était organisée.

Faut-il exiger davantage, et s'efforcer d'aboutir à une certaine unification des informations ? Certains orateurs l'ont suggéré. D'autres, à l'opinion desquels nous nous rallions, ont repoussé cette proposition : les utilisateurs étant nombreux, les besoins sont multiples ; ce serait sans doute appauvrir l'in-

formation que de confier à un organisme unique le soin de la collecter et de l'exploiter. Dans le domaine de l'information, les besoins des pouvoirs publics, ceux des agriculteurs, ceux des organisations professionnelles, peuvent être fort divergents. Il convient de ne pas soumettre l'information à un crible unique.

Le rôle du régime

Sur les raisons qui expliquent le manque d'efficacité de l'information, une question très générale a été soulevée par le Professeur Malassis. Laissant entendre que tous les régimes ne sont pas également favorables à une diffusion de l'information, il a procédé à une opposition entre régime socialiste et régime capitaliste. Toutefois, il serait incorrect de comparer un régime idéal auquel l'on prête toutes les vertus, et un régime dont l'incarnation a permis d'apercevoir toutes les insuffisances.

Au niveau des systèmes effectivement pratiqués, l'opposition paraît moins marquée. Les méthodes de planification soviétique n'ont pas toujours été favorables à une diffusion rapide des informations. Chaque unité de production a intérêt à ce que l'on fixe les objectifs les plus limités possibles et à ce qu'on lui attribue les moyens de production les plus importants. Aussi a-t-elle intérêt à camoufler les formes de progrès technique qu'elle a pu réaliser. La recherche de nouveaux indicateurs de succès témoigne de l'imperfection du régime pratiqué jusqu'ici.

EFFICACITE LIMITEE DE L'INFORMATION

En prenant comme donnée le système économique français, il est possible de dresser un panorama explicatif des limites rencontrées par l'information dans ses applications en agriculture.

En fonction de son origine, on peut classer l'information en trois catégories.

L'information technique

Elle est relative aux méthodes de production, elle définit ce que la théorie économique appelle une fonction de production. Longtemps regardée comme réfractaire au progrès technique, l'agriculture en est, au contraire, considérée aujourd'hui comme un domaine privilégié. L'agriculteur doit constamment être tenu au courant des procédés qui permettent une économie de peine ou un abaissement de coût.

La diffusion de l'information technique est relativement lente et s'opère de manière incomplète. A cela il y a plusieurs explications.

Tout d'abord les informations peuvent être contradictoires. En voici deux exemples parmi tant d'autres. Lors de l'implantation des vergers de pommiers en Languedoc, certains services techniques déconseillèrent aux agriculteurs ce type de plantation, sous prétexte que l'embrun marin empêcherait la floraison de s'effectuer normalement. Fort heureusement d'autres techniciens furent d'un avis différent. Au Sénégal, au moment où il fut décidé d'élever les rendements arachidiers afin de faciliter le passage du marché français au marché européen, des divergences sur les méthodes à utiliser apparurent entre les chercheurs du Centre de Recherche Agronomique de Bambey et les spécialistes d'un Institut de Recherche des Huiles et Oléagineux. On comprend la perplexité du planificateur dans de telles circonstances, et la méfiance des agriculteurs.

La lenteur dans la diffusion de l'information tient aussi à ce que, pour des raisons commerciales, elle est quelquefois un peu falsifiée. Si une firme dis-

tributrice désire assurer le lancement de tel produit ou de telle machine, elle sera amenée à en amplifier les mérites et à surestimer les possibilités. L'utilisation par l'agriculteur révèle une efficacité plus limitée. Une certaine défiance à l'égard de l'information se manifeste alors. L'agriculteur éprouvera quelques difficultés à distinguer l'information scientifique de l'information commerciale.

La diffusion de l'information est d'autant plus malaisée que, même scientifique, elle ne met pas l'agriculteur à l'abri de déconvenues. En effet, le propre d'une information technique de type agricole est de ne pas être immédiatement utilisable. Les caractères traditionnels de l'activité agricole persistent et font sentir leurs effets. Une nouvelle technique n'est efficace que si elle fait l'objet d'une adaptation aux particularités des climats et des terroirs. Si l'on veut implanter un verger, des tâtonnements seront nécessaires pour déterminer le porte-greffe qui convient le mieux à la région choisie. Très souvent l'information ne peut donner lieu à une application acceptable si elle n'a été, au préalable, éprouvée par une série d'expérimentations. Sa vitesse de propagation s'en trouve réduite d'autant.

Enfin, une dernière raison de la lenteur de diffusion de l'information technique tient à l'incertitude de ses effets économiques. Même si les résultats techniques de l'innovation popularisée par l'information ne sont pas douteux, l'agriculteur demeure réticent en raison de l'insécurité économique provoquée par son adoption. Une réussite technique pouvant aboutir à un échec économique, ne vaut-il pas mieux s'en tenir à des cultures dont le mode de production est plus stable. L'incertitude économique enlève à l'information technique une partie de son efficacité. On comprend la position de force occupée par ceux qui peuvent offrir à la fois l'information technique et le débouché.

L'information économique fournie par le marché

Le second type d'information que perçoivent les agriculteurs est de nature économique. Elle est fournie par le marché. L'agriculteur reçoit une information directe à partir des constatations faites sur les marchés auprès desquels il écoule sa production. En fait, cette information est perçue d'une manière incomplète par chaque agriculteur. Les quantités ne l'intéressent guère, n'ayant de signification qu'au stade de l'offre globale. Par contre, pour les prix, il y a une correspondance acceptable entre ce que perçoit l'agriculteur et le comportement général du marché. C'est pourquoi l'agriculteur est surtout sensible aux indications fournies par les variations des prix.

Les informations provenant des marchés sont loin d'être négligeables. Elles demeurent un facteur

d'orientation de l'offre en lui permettant de suivre les modifications enregistrées par la demande. Elles sont cependant incomplètes.

Tout d'abord, les informations qui dérivent de la fréquentation d'un marché peuvent être limitées à l'ensemble dans lequel l'agriculteur se situe. A une époque où le cloisonnement des marchés demeure accentué, l'agriculteur est mal renseigné quant aux conditions de vente sur les marchés d'exportation, par exemple. On objectera que les intermédiaires sont mieux informés et établissent des communications entre les divers marchés. Il n'est pas certain que l'intermédiaire consente toujours l'effort d'information nécessaire pour orienter la décision de l'agriculteur. L'intermédiaire prend le produit comme une donnée, il ne se soucie guère de faire connaître à l'agriculteur les modifications à apporter à sa production pour en faciliter l'écoulement sur les marchés lointains.

A cette limite dans l'espace, des informations tirées de la fréquentation des marchés, s'ajoute une limitation dans le temps. Les mécanismes des marchés traduisent fidèlement les tendances de la demande et de l'offre à court terme. Par contre, ils ne constituent qu'un piètre indicateur des évolutions à long terme. Une élévation de prix peut traduire la venue d'une mauvaise récolte, et cacher une tendance moins favorable en raison d'un déclin lent et progressif de la demande. En cas de productions donnant lieu à des décisions annuelles d'ensemencement ou de plantation, le défaut n'est pas grave puisque l'adaptation à court terme va coïncider avec l'orientation à long terme. Mais s'il s'agit de cultures pérennes, les conséquences sont plus considérables : des investissements sont entrepris à partir d'indications fournies par le marché, mais se révélant, à long terme, fallacieuses.

Il est également possible que les informations apparaissant sur les marchés expriment mal les changements de structures intervenus dans la demande d'un produit. Par exemple, la consommation de vin subit des transformations importantes qui favorisent les vins de qualité au détriment des produits de consommation courante. Cependant, si le viticulteur languedocien s'en tient aux seules indications issues du marché, cette évolution peut, à bon droit, lui paraître douteuse. Il constate que la demande adressée aux vins médiocres est souvent plus soutenue que celle de vins de qualité.

L'information fournie par l'économiste

Mais les informations en provenance des marchés sont complétées par celles que fournissent les économistes, leur profession consistant à fournir des explications de la vie économique et à formuler des prévisions.

L'information fournie par l'économiste peut se situer à deux niveaux. D'une part, l'économiste peut effectuer des études de marché dont les conclusions s'ajoutent aux informations liées à son fonctionnement. Non plus limitées au court terme, mais axées vers les tendances, les indications issues de ces études permettent des adaptations à long terme. Par ailleurs, l'économiste peut se prononcer sur l'évolution d'ensemble de la vie économique, et sur les transformations qui en découlent pour les structures rurales lorsque l'on veut éviter que ces dernières ne deviennent défectueuses.

Cependant cette information n'emporte pas toujours la conviction de l'agriculteur qui continue à manifester une certaine méfiance à son égard. Ce scepticisme n'est pas sans fondement. Tout d'abord tiraillé entre les indications à court terme du marché et les indications à plus long terme de l'économiste, l'agriculteur peut hésiter et donner sa préférence à l'élément qui lui paraît plus tangible.

En second lieu, les informations de l'économiste peuvent être en partie indéterminées. Il lui est loisible de tracer une ligne d'évolution. Il est plus malaisé de fixer un échéancier portant, par exemple, en face de chaque date le volume de produc-

tion que le marché sera en mesure d'absorber. Que se passe-t-il si le paysan, se fiant à une évolution dont la perspective est correctement tracée, se trouve en avance de quelques années et, de ce fait, subit un échec.

En troisième lieu, l'information fournie par l'économiste est souvent de caractère conditionnel. Les conditions qui déterminent l'application efficace d'une information peuvent être omises ou mal précisées. Ou bien, si ces conditions sont mal appréhendées par l'agriculteur, celui-ci se lance dans une opération qui n'aboutit pas. Il ne manque pas alors de mettre en cause la science de l'économiste.

Dans d'autres cas, les conditions exigées sont telles qu'elles représentent un coût insupportable, ou exigent des transformations de structures jugées irréalisables par l'intéressé.

En définitive, les informations fournies par les économistes ne présentent qu'un intérêt limité parce qu'elles sont fournies par des gens, certes compétents, mais irresponsables. Elles ne comportent aucun engagement ni aucune sanction. L'agriculteur souhaite sans doute des prévisions économiques comportant un engagement politique. Mais n'est-ce pas là le propre de la planification ?

Planification et information

La planification apporte-t-elle à l'agriculture les informations que celle-ci estime souhaitable de posséder ?

Au premier abord, la planification indicative paraît correspondre aux besoins d'information. Elle représente un acte politique et contient un engagement. Certes cet engagement n'a rien d'absolu et il ne peut pas être définitif. Trop d'éléments sont hors de portée des pouvoirs publics pour que ces derniers puissent consentir à être jugés sur les résultats du plan. Trop d'éléments extérieurs peuvent venir perturber l'ordonnement du plan pour qu'un tel engagement présente quelque chance de réalisation. Cependant, la planification demeure un engagement politique, et les responsables doivent mettre tout en œuvre pour parvenir à réaliser les objectifs qui y figurent.

Cet engagement est d'autant plus fondé que le plan n'est pas un document arbitraire. Il représente un ensemble cohérent à l'intérieur duquel des arbitrages ont été rendus, des équilibres ont été ajustés, des moyens ont été aménagés pour maintenir tel déséquilibre jugé souhaitable. Cet ensemble de compatibilités assure qu'il n'y a pas de contradictions majeures à l'intérieur du vaste projet pluri-annuel constitué par le plan. L'engagement politique que prennent les pouvoirs publics n'est donc

pas totalement gratuit. Il repose sur des éléments qui ont fait l'objet d'une étude raisonnée et dont la cohérence a été éprouvée.

En second lieu, on estime que la particularité d'une planification indicative est de tirer son efficacité de l'information. Précisément il s'agit d'assurer une meilleure diffusion de celle-ci auprès des agriculteurs. En cela, la planification des pays de type décentralisé se distingue à la fois de la planification impérative ayant recours à la contrainte et de celle en honneur dans les pays sous-développés, qui s'efforce d'agir par voie de persuasion.

On a beaucoup insisté sur les éléments d'information contenus dans la planification souple. Son efficacité s'exprime de plusieurs manières. Elle permet tout d'abord à une collectivité déterminée de prendre conscience de son désir de développement, ainsi que des exigences contenues dans la volonté d'atteindre un certain taux de croissance ou un type déterminé de développement.

Par ailleurs, comme l'a souligné Alfred Sauvy, il est incontestable qu'un capitalisme informé fonctionne mieux qu'un capitalisme aveugle. Connaissant l'évolution générale des marchés, ajustant a priori les valeurs globales de l'offre et de la demande, l'information inhérente à l'élaboration du plan empêche l'apparition de déséquilibres graves. La

conjoncture perd son aspect cyclique pour prendre une allure plus régulière à travers des alternances d'accélération et de ralentissement du taux de croissance.

Mais cette réduction de l'incertitude, selon l'expression utilisée par Pierre Massé, n'est pas liée au seul problème de la conjoncture. Elle concerne le développement économique sous tous ses aspects. Il s'agit d'engager une aventure calculée : « Tout programme de quelque durée comporte une partie à l'encre — indélébile, symbole de l'irréversible — et une partie au crayon qui pourra être effacée, raturée ou complétée selon l'exigence de l'avenir ». Il demeure donc une marge d'incertitude à laquelle nous ne saurions échapper.

Les limites de la planification en matière d'information

Cette marge d'incertitude a pour conséquence que la planification indicative n'apporte pas à l'agriculteur un supplément d'information considérable. Ceci tient à plusieurs raisons.

Tout d'abord la planification française se situe au niveau de la branche. Il ne saurait en être autrement. Sinon, l'orientation se transformerait en coercition, la liberté revendiquée par les unités de production serait perdue. Par ailleurs, on ne sait trop comment cette planification au niveau de la firme pourrait être menée à bien, surtout dans un secteur où la diversité est aussi grande que dans le secteur agricole. La structure de l'agriculture rend plus délicat que dans le secteur industriel un passage correct des objectifs fixés au niveau de la branche à une stratégie convenable au niveau des exploitations.

En second lieu, la planification indicative s'intéresse surtout au volume de production. Ce n'est qu'au cours du dernier plan que l'on s'est efforcé de procéder à une planification en valeur. Or, dans le secteur agricole, la maîtrise des quantités est difficile à assurer en raison de l'incidence des forces naturelles sur le volume de la production. En outre, la structure du monde rural, faite de nombreuses unités et d'une très grande hétérogénéité, ne permet guère de préciser le comportement des agriculteurs en présence des décisions arrêtées par le plan.

En troisième lieu, la planification se caractérise par un réglage conjoncturel assez précis de l'économie. Un plan se distingue d'un catalogue de projets, d'abord par la cohérence éprouvée de ses diverses orientations, mais aussi par son exécution, qui fait l'objet de soins attentifs et de rectifications opérées au fur et à mesure de son déroulement. La politique des revenus n'a pas d'autre objet que de permettre l'utilisation intégrale de la totalité des ressources disponibles, sans entraîner de pressions

inflationnistes. Le système des clignotants, des indicateurs d'alerte, traduit simplement la volonté systématique de poursuivre une politique de réglage conjoncturel de la vie économique. Or, l'agriculture n'est que médiocrement intéressée par le réglage conjoncturel. Sa situation dépend davantage du volume de l'offre, de la dilatation ou de la contraction souvent accidentelles de certains débouchés, que de la régularité du rythme de croissance de l'économie. L'un des effets les plus méritoires de la planification demeure sans objet pour l'agriculture.

Enfin, la planification laisse jouer le mécanisme des prix. Dans une économie complexe, le recours au mécanisme du marché n'a rien d'étonnant. Les économies socialistes elles-mêmes, dans la mesure où elles sont contraintes à un effort de rationalité, en viennent à des systèmes voisins et mettent à l'étude le problème de la révision de leur système de prix. Dans une économie où les structures se modifient à une rapidité inédite, et où la différenciation des produits s'accuse de plus en plus, on voit mal comment la correspondance entre chacune des offres et des demandes pourrait être assurée autrement que par le jeu du marché. Dans la mesure où les résultats obtenus par les agriculteurs dépendent davantage des mouvements des prix que de ceux des quantités, la lecture du plan ne les renseigne guère sur leur avenir.

Peut-être pourrait-on estimer que les limites aux informations contenues dans le plan ne résultent que de contingences tenant au caractère encore imparfait des méthodes de planification, et que des progrès ultérieurs permettront d'améliorer la situation. La rectitude d'une telle interprétation paraît douteuse. Certes le plan est susceptible d'être perfectionné, mais les caractères qui ont été relevés n'ont rien d'accidentel et paraissent liés à la nature même d'une planification qui se veut souple et indicative.

Un exemple : le V^e Plan

Un examen des documents constituant le cinquième plan confirme le contenu réduit du supplément d'information qu'il apporte. Les principes font état d'une élévation du revenu moyen par exploitation à partir de la modernisation de celle-ci. Un objectif d'augmentation des revenus de 4,8 % est fixé. L'orientation de la production s'exerce dans le sens d'un développement des productions animales ainsi que d'un encouragement à la qualité des produits. La régularisation des marchés est prévue, avec une tendance à confier la responsabilité aux professionnels et à limiter les charges qui en découlent pour le budget public. La population agricole continuera à décliner dans la plupart des régions, et l'on continuera à favoriser la constitu-

tion d'exploitations viables grâce à l'action d'organismes tels que le F.A.S.A.S.A. et les S.A.F.E.R. L'effort d'équipement portera en priorité sur l'hydraulique. Toutes ces orientations, connues depuis fort longtemps, n'ont rien d'inédit et le plan n'apporte que des confirmations et quelques précisions chiffrées. La valeur ajoutée par le secteur agricole augmentera au taux de 1,7 % par an, tandis que la valeur ajoutée par agriculteur atteindra un taux de croissance de 5,7 %. On assistera à une diminution de la population agricole de 3,2 %. Tous ces chiffres ont certainement une signification pour l'économiste. Ils n'ont pas une très grande résonance pour l'agriculteur. En définitive, le plan n'apporte dans ses informations guère plus de précisions que l'économiste.

Est-il pour cela complètement inutile ? Peut-être pas, dans la mesure où il renseigne l'agriculteur sur

la place occupée, au sein de l'économie nationale, par le secteur dans lequel il intervient. Le plan représente un effort d'adaptation collective orientée selon des critères raisonnés. L'agriculture ne peut pas l'ignorer. Pour elle se pose un problème de participation à l'élaboration du plan. Sinon l'agriculture risque d'alimenter cette contre-société dont parle M. Mendras, composée de ceux qui ne veulent pas suivre le développement ou qui ne le peuvent pas.

En définitive, l'intérêt du plan réside, pour le monde agricole, dans le caractère solennel des orientations arrêtées par les pouvoirs publics. Ces orientations contiennent les modifications de structure que l'agriculture doit consentir pour mettre ses activités en harmonie avec celles du reste de la nation. L'information reste l'un des moyens d'arracher l'agriculture à son isolement social.